



Blanquer encourage les lycées à interdire le téléphone portable

Paris, 22 oct. 2018 (AFP) -

Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer "encourage" l'interdiction du téléphone portable dans les lycées après la diffusion d'une vidéo montrant un élève en train de braquer sa professeure avec une arme factice à Créteil, dans un entretien avec Le Parisien lundi.

"Notre loi ouvre la possibilité aux lycées d'interdire le portable. Cela n'était pas possible avant. J'encourage ainsi vivement les lycées qui sont confrontés à des faits anormaux à user de ce nouveau droit", a déclaré le ministre.

Le braquage au lycée Édouard-Branly de Créteil "montre à quel point nous avons eu raison de systématiser l'interdiction du téléphone à l'école et au collège" grâce à la loi du 3 août 2018, a rappelé M. Blanquer.

"À Créteil, on peut se demander si les faits n'ont pas été accomplis pour être filmés et diffusés", selon lui.

La vidéo relayée sur les réseaux sociaux, qui a suscité au cours du week-end de nombreuses réactions politiques, montre un adolescent debout dans une salle de classe, brandissant un pistolet près du visage de l'enseignante tout en lui demandant de l'inscrire "présent" au cours. Arrivé en retard, il contestait que l'enseignante le note comme absent.

L'élève, qui aura 16 ans le mois prochain, a été mis en examen dimanche soir pour "violences aggravées" et remis en liberté avec des mesures de contraintes provisoires, a indiqué le parquet de Créteil. Il sera jugé ultérieurement par un juge des enfants.

Des poursuites ont aussi été engagées contre X pour l'enregistrement et la diffusion de la vidéo, dont l'auteur n'avait pas encore été identifié dimanche, a indiqué le parquet.

"Aujourd'hui, les réseaux sociaux amplifient la tentation d'imiter les choses vues à la télévision ou sur Internet. Ils encouragent également des élèves qui se croient malins d'organiser des faits avec pour motivation de les diffuser", a observé le ministre. "Nous devons nous battre contre cela", a-t-il affirmé.

Dimanche, Jean-Michel Blanquer et Christophe Castaner, qui vient d'être nommé place Beauvau avec l'ambition affichée d'une politique de fermeté, avaient annoncé la réunion d'un "comité stratégique" pour un "plan d'actions ambitieux" contre les violences visant les enseignants.

Dans un communiqué commun, les deux ministres avaient condamné "les menaces et avanies" subies par l'enseignante ainsi que la diffusion de la vidéo, où le visage de l'enseignante n'est pas flouté.

ao/hh

Afp le 22 oct. 18 à 01 45.